

Commission : Sommet UE – candidats à l'adhésion

Problématiques : Quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ?

Auteur : Bulgarie

La Bulgarie est un pays d'Europe du Sud Est indépendant depuis 1908, elle compte environ 7 millions d'habitants et possède une superficie d'environ 110.000 km carré. Membre de l'OTAN depuis 2004 et de l'UE depuis janvier 2007 et est dirigée par le président Roumen Radev depuis 2017.

Membre de l'UE depuis plus de 15 ans, notre pays dispose de 17 députés au parlement européen et a donc son mot à dire concernant les pays candidats pour intégrer l'UE et par rapport à la stratégie d'élargissement à mener à l'horizon 2050. D'où nos interrogations sur la place à donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et les stratégies d'élargissement à mener à l'horizon 2050.

Tout d'abord, il faut savoir que ne faisant pas partie de l'espace Schengen, la Bulgarie et l'Autriche rencontrent quelques altercations avec certains pays de l'UE notamment avec les Pays-Bas à la base réticents à l'élargissement de l'UE du côté de l'Europe de l'Est. Malgré cela la Bulgarie ne se laisse pas faire et donne son opinion par rapport à la candidature de certains candidats principalement, la Macédoine du Nord, pays voisin avec lequel les relations sont assez tendues.

La liste des candidats officiels à l'adhésion de l'UE sont: le Monténégro, la Serbie, la Turquie, la Macédoine du Nord, l'Albanie, l'Ukraine, la Moldavie ainsi que la Bosnie-Herzégovine.

Candidate officielle depuis 2005 la Macédoine du Nord s'est toujours vu refuser son entrée à l'UE en raison du veto catégorique de la Bulgarie dû aux différends linguistiques et culturels avec ce pays, celle-ci a demandé une référence aux crimes de haine concernant la Macédoine du Nord. Cette démarche intervient après que deux centres culturels bulgares en Macédoine du Nord aient fait l'objet d'attaques. Le centre « Tsar Boris III » à Ohrid a été attaqué à trois reprises au cours des mois de novembre et décembre, tandis que la porte d'entrée du centre de Bitola a été incendiée.

Pour l'Albanie, son adoption est bloquée par la Bulgarie, qui connaît comme on l'a vu des différends linguistiques et culturels avec la Macédoine du Nord. Les candidatures macédonienne et albanaise étant liées par l'UE étant tout deux des pays de la zone des Balkans, les négociations d'adhésion de l'Albanie ne peuvent pas non plus démarrer.

Quant aux autres pays, la Bulgarie n'a déposé aucun veto.

La Bulgarie souhaite une relance du projet européen sur le fondement des traités et un approfondissement de l'intégration européenne. Elle est réticente à une Europe à plusieurs vitesses, au sein de laquelle elle craint d'être marginalisée, et reste attachée à la politique de cohésion.

Le 19 juillet 2022, le Conseil de l'UE ouvre officiellement les négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord.

En juillet, un accord a été conclu entre les deux pays, permettant à la Macédoine du Nord et par conséquent l'Albanie d'entamer le processus d'intégration à l'UE, après que Skopje ait accepté d'introduire plusieurs mesures, notamment des modifications de sa constitution. Mais les modifications de la constitution nécessiteraient également une majorité au parlement, ce qui n'est pas possible pour le moment, laissant l'adhésion donc bloquée pour l'instant.

Le 17 juillet 2022, se fait la signature d'un protocole bilatéral entre la Macédoine du Nord et la Bulgarie, né d'une initiative de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne. Dans celui-ci, la Macédoine du Nord s'engage à modifier la constitution du pays (ce qui nécessite une majorité des deux tiers des députés macédoniens) pour reconnaître les Bulgares parmi les peuples bâtisseurs de la nation, à protéger les droits des minorités dans le pays, à modifier les manuels scolaires contenant des références négatives envers la Bulgarie ainsi qu'à introduire la lutte contre les discours haineux dans le code pénal. Le texte prévoit que le macédonien devienne une langue officielle de l'UE, ce protocole lève donc le veto bulgare.

Concernant la Turquie, la Bulgarie s'attache à développer des coopérations de bon voisinage avec la Turquie (notamment en matière de contrôle des frontières) et a accueilli le 26 mars 2018 à Varna un Sommet UE-Turquie.

En ce qui concerne l'Ukraine, la Bulgarie est plutôt d'accord sur le principe car les deux pays se considèrent comme alliés, la Bulgarie ayant notamment fourni plusieurs milliards d'armes bulgares pour

se défendre contre l'invasion russe, montrant donc son soutien envers l'Ukraine.

Quant aux Balkans occidentaux, la Bulgarie soutient la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux et voit dans l'élargissement de l'UE à cette région un levier de stabilisation de l'Europe du sud-est. Soulignant l'importance dans cette perspective des relations de bon voisinage et de coopération régionale, elle a signé en août 2017 un accord d'amitié et de bon voisinage.

Pour résumer, la Bulgarie pencherait pour un élargissement vers l'Europe du Sud-est en priorité d'ici 2050 afin de réaliser « sa responsabilité historique », selon l'Mladenov. En ce qui concerne la Macédoine du Nord, notre pays met ses différends de côté après des accords visant à protéger les droits de notre communauté et retire son veto contre sa candidature.